

CET ÉCRAN A ÉTÉ PARTAGÉ À PARTIR DE LA PRESSE+

Édition du 31 octobre 2017,
section DÉBATS, écran 6



ÉLECTIONS MUNICIPALES 2017 OPINION **L'ITINÉRANCE COÛTE CHER AUX CANADIENS**

JINO DISTASIO*
PROFESSEUR AGRÉGÉ DE GÉOGRAPHIE À L'UNIVERSITÉ DE WINNIPEG ET DIRECTEUR DE L'INSTITUTE OF URBAN STUDIES

Pendant presque toute sa vie, Murray Barr a été un Américain ordinaire. Jusqu'au jour où tout a changé brusquement quand on a révélé sa tragédie personnelle et sa période d'itinérance, et ainsi déclenché une frénésie médiatique.

Dans son article intitulé « Million Dollar Murray », Malcolm Gladwell a fait de l'itinérance une cause notoire en montrant aux contribuables de la ville de Reno, au Nevada, ce que leur coûte le problème d'itinérance de Murray, soit environ 1 million de dollars, sans même qu'il ait un toit permanent.

L'histoire de Murray a beaucoup choqué parce qu'il semblait impensable que l'itinérance coûte cher, encore moins 1 million. En réalité, le cas de cette personne n'est pas rare.

Les personnes sans domicile ou qui n'ont pas de soutien, en raison d'une maladie mentale ou d'une toxicomanie, peuvent monopoliser pour leur survie beaucoup de ressources offertes par les services sociaux, notamment les refuges, les organismes sociaux et les hôpitaux. Ils ont aussi plus d'interaction avec les services de police, d'incendie et paramédicaux d'urgence, les organismes de première ligne qui traitent les symptômes visibles de l'itinérance. Tout cela a un coût.

Au Canada, pour les personnes aux prises avec l'itinérance ou un problème de santé mentale, les coûts annuels sont élevés, soit 53 144 \$ par personne.

Ce chiffre est tiré d'une recherche publiée l'été dernier dans le cadre du projet At Home Chez Soi (AHCS) qui donne un coût précis des personnes dites « difficiles à loger » au Canada.

L'étude du projet AHCS a évalué l'efficacité du programme Logement d'abord dans cinq villes, soit Vancouver, Winnipeg, Toronto, Montréal et Moncton. Le projet, déployé à grande échelle, a nécessité une somme de 110 millions pour mettre fin à l'itinérance en offrant à un petit nombre de personnes des

logements et des services de soutien essentiels, assurés par des équipes spécialisées. Les résultats démontrent clairement que l'approche de Logement d'abord est un modèle beaucoup plus efficace que l'actuel ensemble de services de soutien épars, offerts aux personnes aux prises avec une maladie mentale et en situation d'itinérance et pour lesquelles les coûts peuvent rapidement grimper, comme pour Murray, à 1 million de dollars.

Le modèle de Logement d'abord permet d'économiser de l'argent en limitant la surconsommation de services. En effet, non seulement le projet a-t-il prouvé que l'approche du programme met effectivement fin à l'itinérance dans environ 15 % de la population sans abri, atteinte de maladies mentales, mais elle permet également de contrebalancer une grande partie des 53 000 \$ que chaque personne coûte au système.

Il est important de noter que le coût moyen de l'itinérance variait entre un peu plus de 29 000 \$ à Moncton et 59 000 \$ à Toronto (Vancouver se situait à 53 000 \$, Winnipeg et Montréal à 45 500 \$ et à 53 000 \$, respectivement). Les recherches récentes montrent également une fourchette plus large qui s'étend d'environ 15 000 \$ à 340 000 \$ par personne et par année pour les plus grands utilisateurs de services.

Pourquoi l'itinérance est-elle si coûteuse ?

Sans surprise, la grande part des coûts dans chaque ville est attribuable à la prestation de services de santé. Le deuxième plus grand coût est lié aux aspects juridiques, notamment l'incarcération, l'interaction avec la police et les comparutions devant les tribunaux. Le coût des refuges et des logements subventionnés est le troisième en importance.

L'itinérance n'est pas gratuite, elle a un coût.

En revanche, que coûte le programme Logement d'abord ? Pour les utilisateurs ayant les besoins les plus pressants, le coût du programme est de 22 257 \$, tandis que pour ceux qui ont des besoins plus modérés, il s'élève à 14 177 \$ par année.

Les personnes qui travaillent à l'échelle locale pour mettre fin à l'itinérance attendent patiemment le gouvernement fédéral et sa Stratégie nationale promise sur le logement, avec l'espoir d'obtenir du soutien pour leurs efforts.

Cette stratégie devrait également être coordonnée avec les cadres provinciaux et municipaux, de sorte que les trois paliers de gouvernement, les organismes communautaires et sans but lucratif travaillent ensemble.

Pour répondre efficacement aux besoins complexes des personnes en situation d'itinérance, il nous faut une cohésion du système à grande échelle. Non seulement cela permettrait d'économiser de l'argent, mais ce serait la bonne chose à faire.

* Jino Distasio est aussi conseiller expert pour le site d'EvidenceNetwork.ca